
INTERCEREALES

23 -25 avenue de Neuilly
75116 PARIS

SIREN 452 007 545

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 juin 2024

14, rue Portalis - 75008 PARIS

Tél. : 33 (0)1 45 22 06 35

E-mail : paris8@gmba.fr

Site internet : www.gmba-allinial.com

SARL au capital de 335 342,10 euros – 349 954 636 RCS PARIS - NAF 6920 Z - N° TVA : FR37 349 954 636
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région Parisienne
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
Membre indépendant de Walter France et d'Allinial Global International



Notre engagement
responsable depuis
2012

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

À l'assemblée générale de l'association INTERCEREALES

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association INTERCEREALES relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné en annexe des comptes annuels, les fonds dédiés figurant au passif enregistrent la partie de la CVO collectée, affectée à des projets d'études et de promotion ou de communication, qui n'a pu encore être utilisée à la clôture de l'exercice, conformément à l'engagement pris par votre association dans le cadre de l'accord interprofessionnel. Les fonds dédiés s'élèvent ainsi à 7 455 693 € au 30 juin 2024.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues dans le cadre de l'engagement précisé ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 12 novembre 2024

Le commissaire aux comptes

GMBA Montiel Laborde

signé électroniquement par Nitro
Software Belgium NV - Nitro Sign
Premium de la part de Alexandra
YUNG

Alexandra YUNG

Bilan Actif

		Du 01/07/2023 au 30/06/2024		Au 30/06/2023
		Brut	Amort. Prov.	Net
				Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires		295 618	166 724	128 894
Autres immobilisations incorporelles		51 387	10 686	40 701
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles		240 395	151 125	89 271
Immobilisations corporelles en cours		113 205		113 205
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés		525		525
Prêts				
Autres immobilisations financières		88 800	11 083	77 717
TOTAL I		789 930	339 618	450 312
II				
Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres		4 869 134		4 869 134
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités		11 027 641		11 027 641
Charges constatées d'avance		233 700		233 700
TOTAL III		16 130 476		16 130 476
IV				
Frais d'émission des emprunts				
V				
Primes de remboursement des obligations				
VI				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)		16 920 406	339 618	16 580 788
				13 997 817

Bilan Passif

	30/06/2024	30/06/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	287 153	287 153
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 692 831	1 623 829
Autres réserves		
Report à nouveau	271 822	69 003
Excédent ou déficit de l'exercice		
Situation nette	2 251 807	1 979 984
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	2 251 807	1 979 984
Comptes de liaison		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	7 455 693	7 352 179
TOTAL III	7 455 693	7 352 179
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	131 188	161 379
TOTAL IV	131 188	161 379
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 511 843	679 862
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	703 712	641 148
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 437 181	3 170 266
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	89 364	12 999
TOTAL V	6 742 100	4 504 275
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	16 580 788	13 997 817

Compte de résultat

	30/06/2024	30/06/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	14 000	14 000
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	11 996	16 269
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	208 634	23 113
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	173 137	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	68 076	148 056
Utilisations des fonds dédiés	589 827	546 468
Autres produits	36 861 454	34 263 779
TOTAL I	37 927 124	35 011 685
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	6 699 977	4 788 763
Aides financières	26 872 772	24 959 441
Impôts, taxes et versements assimilés	273 607	270 085
Salaires et traitements	2 307 670	2 299 446
Charges sociales	928 583	948 943
Dotations aux amortissements et dépréciations	92 568	81 290
Dotations aux provisions	22 885	161 379
Reports en fonds dédiés	693 341	1 425 941
Autres charges	6 887	8 247
TOTAL II	37 898 290	34 943 534
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	28 833	68 151
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	332 759	70 655
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change	3 571	3 063
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	336 330	73 718
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	11 083	
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	7 321	15 921
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	18 405	15 921
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	317 926	57 797
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	346 759	125 948

Compte de résultat (Suite)

	30/06/2024	30/06/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		
Charges exceptionnelles		41 294
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		41 294
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-41 294
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	74 937
		15 652
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	38 263 454	35 085 403
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	37 991 632	35 016 401
EXCEDENT OU DEFICIT	271 822	69 003
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'Association :

L'association INTERCEREALES est une interprofession créée et reconnue par les pouvoirs publics depuis 2003, qui a pour but de regrouper les organisations professionnelles représentatives des céréales sur les secteurs de la promotion, de la collecte et la commercialisation, ainsi que de la première transformation.

Elle contribue ainsi à la promotion et à l'information de la filière céréalière.

L'association INTERCEREALES est mandatée, par arrêté ministériel du ministère de l'agriculture et de l'alimentation et par accord interprofessionnel des organismes de la filière céréalière, à prélever des cotisations sur toutes les quantités de blé tendre, d'orge, de blé dur, de maïs, de riz, d'avoine, de seigle, de sorgho, de triticale, d'alpiste, d'amarante, de chia, d'épeautre, de méteil, de mille, de quinoa, de sarrasin et de tritordeum collectés, à l'exception des quantités déclarées de céréales transformées par un tiers et utilisées sur l'exploitation en alimentation animale dans le cadre d'un échéance céréales-aliment.

Elle prélève également une cotisation sur toutes les quantités de farines panifiables livrées sur le marché français.

La répartition de cette cotisation est détaillée dans les faits caractéristiques de la présente annexe.

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 30/06/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 16 580 788 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 271 822 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2023 au 30/06/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Subventions :

- L'association a bénéficié d'une subvention de 15 117 €, accordée par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) dans le cadre du projet GlutN. Cette aide, octroyée le 1er juillet 2021 et terminée le 30 septembre 2023, a permis de financer les activités de recherche associées au projet.

- L'association bénéficie également d'une subvention européenne dans le cadre du projet SUST BREAD, visant à promouvoir la filière blé-farine-levure-pain en France et en Belgique. Ce projet, supervisé par FranceAgriMer, s'étend sur la période du 1er février 2024 au 31 janvier 2027. À la date de clôture des comptes, la subvention pour l'année 1 se répartit entre les différents organismes participants comme suit :

- FranceAgriMer : 192 517 €
- CNBPF : 19 185 €
- FEB : 19 185 €
- SYFAB : 9 592 €
- CSFL : 7 674 €

Accord interprofessionnel :

Les familles de la filière céréalière, réunies au sein de leur interprofession INTERCÉREALES, ont décidé de poursuivre le financement des actions de recherche-développement et d'expérimentation, des actions de promotion et de communication, des études économiques, ainsi que d'autres actions d'intérêt général, pour la filière au cours de l'exercice 2022/2023 et des deux prochains exercices 2023/2024, 2024/2025.

Cet accord a pris effet le 01 juillet 2022.

Répartition CVO :

L'accord interprofessionnel prévoit un élargissement des céréales soumis à la CVO et précises le calcul du poids sur les tonnages collectés.

Soit, un montant de la CVO Intercéréales à prélever :

- sur la production de grains de 0.63 €/tonne. Cette CVO concerne le blé tendre, l'orge, le blé dur, le maïs, le riz, l'avoine, le seigle, le sorgho, le triticale, l'alpiste, l'amarante, le chia, l'épeautre, le méteil, le millet, le quinoa, le sarrasin, le tritordeum.
- sur la collecte de grains de 0.03 €/tonne. Cette CVO concerne le blé tendre, l'orge, le blé dur, le maïs, le riz, l'avoine, le seigle, le sorgho, le triticale, l'alpiste, l'amarante, le chia, l'épeautre, le méteil, le millet, le quinoa, le sarrasin, le tritordeum.
- sur la production de farine de 0.20 €/tonne. Cette CVO concerne les farines panifiables produites en France et livrées sur le marché français.

Concernant les cotisations sur les grains, le calcul du poids sur les tonnages collectés s'opère sur un poids net, après remise aux normes conformément aux dispositions anciennement en vigueur pour la Taxe fiscale Affectée Céréales de l'ancien article 1619 du code général des impôts abrogé à compter du 1er janvier 2019.

Cette CVO n'est pas soumise à TVA.

Affectation des cotisations :

Le produit des cotisations sera affecté au financement des actions d'intérêt général menées en faveur de la filière céréalière.

- 72% de l'ensemble des cotisations perçues sera destiné au financement d'actions de Recherche-développement, de prospective et de filière en faveur des producteurs de céréales et des opérateurs de la filière, dont la réalisation sera confiée à ARVALIS-Institut du végétal ;
- 28% de l'ensemble des cotisations perçues sera destiné au financement d'actions de promotion, de communication, d'information en France et à l'international, d'animation et d'action filière, d'études scientifiques et économiques et prospectives.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

● Logiciels	1 à 5 ans,
● Marques	4 à 10 ans,
● Agencements et aménagements	10 ans,
● Matériel de transport	3 ans,
● Mobilier de bureau et informatique	3 à 5 ans,
● Mobilier	3 à 10 ans.

L'association a apprécié et constaté l'absence d'indice de perte de valeur à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits à recevoir

Le fait générateur pour la constatation du produit de CVO correspond à la période de référence pour le calcul de la CVO.

De ce fait la CVO calculée sur l'appel de cotisation pour la période du 1er avril 2024 au 30 juin 2024 a été constatée en produit à recevoir à la date de clôture :

- CVO grains : 4 300 968 €
- CVO collecteurs : 204 810 €
- CVO Farine : 104 886 €

Soit un total de 4 610 664 €.

Trésorerie

Les excédents de trésorerie sont placés dans des comptes sur livret A, compte à terme, compte excédentaire et dépôt à terme ouvert dans les comptes du Crédit Agricole.

Les intérêts comptabilisés sont assujetties à l'impôt sur les sociétés spécifiques aux associations déclarées, conformément aux textes en vigueur.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 7 455 693 €

Engagements de départ à la retraite**Provision pour risques et charges :**

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Au titre de 2024, seule la provision départ à la retraite est constatée pour un montant de 131 188€.

Le départ en retraite des salariés met à la charge de l'entreprise le versement d'une indemnité prévue, conformément aux conditions d'emplois de l'association, ainsi qu'aux obligations fixées par le code du travail.

Est visé, la mise à la retraite à partir de 65 ans, dès lors que le salarié peut bénéficier d'une retraite à taux plein.

Le montant de l'indemnité varie en fonction des conditions d'emplois spécifiques à chaque salariés.

Les hypothèses économiques suivantes ont été retenues :

- Taux d'actualisation 3.61 %
- Taux de turnover : 1%
- Taux d'évolution des salaires : 1%
- Table de mortalité : INSEE 2018-2020
- Méthode de calcul : ANC 2021.

Compte tenu de l'ancienneté et de la moyenne d'âge des salariés de l'association, et de l'application de probabilité du maintien en poste, le montant de l'indemnité calculé à la clôture de cet exercice est de 131 188 € (Valeur actuarielle).

La provision a été comptabilisée dans les comptes charges sociales incluses et calculée au prorata des droits acquis à la clôture de l'exercice.

Effectifs

L'effectif au 30 juin 2024 est de 25 salariés.

Rémunérations versées à certains dirigeants

Conformément au Code Général des Impôts (articles 261, 7, 1^{er} du CGI et 242C-1 de l'annexe II), l'entité rémunère le président de l'association sans remettre en cause le caractère désintéressé de sa gestion. A ce titre, la rémunération versée à ces dirigeants au cours de l'exercice clos le 30/06/2024 s'élève à :

Mandat	Rémunérations	Engagements retraite
Président	30 000 €	0 €
Relations internationales	24 200 €	0 €
Communication et promotion	12 193 €	0 €

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	373 487		5 000
TOTAL	373 487		5 000
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	25 037		
- De transport	520		
Matériel :			
- De bureau et informatique, mobilier	238 113		19 500
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	40 971		77 565
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	304 642		97 065
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés	525		
Prêts et autres immobilisations financières	83 862		4 938
TOTAL	84 387		4 938
TOTAL GENERAL	762 515		107 003
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles		31 482	347 005
TOTAL		31 482	347 005
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencements et aménagements const.			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencements et aménagements divers			25 037
- De transport		520	
Matériel :			
- De bureau et informatique, mobilier		42 255	215 359
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	5 331		113 205
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	5 331	42 775	353 600
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			525
Prêts et autres immobilisations financières			88 800
TOTAL			89 325
TOTAL GENERAL	5 331	74 257	789 930

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	150 496	58 397	31 482	177 410
TOTAL	150 496	58 397	31 482	177 410
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	9 386	2 504		11 890
Matériel de transport	515	6	520	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	149 828	31 661	42 255	139 235
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	159 729	34 171	42 775	151 125
TOTAL GENERAL	310 224	92 568	74 257	328 535

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations				Reprises		Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode Amort. dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode Amort. dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							

Frais d'acq. de titres de particip.			
TOTAL GENERAL			
DOTATIONS NON VENTILEES	REPRISES NON VENTILEES	TOTAL GENERAL NON VENTILE	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	88 800		88 800
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	4 000	4 000	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	4 865 134	4 865 134	
Charges constatées d'avance	233 700	233 700	
TOTAL	5 191 635	5 102 835	88 800

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Le poste "Débiteurs divers" d'un montant de 4 865 134 € comprend principalement le produit à recevoir de la CVO (4 610 664 €).

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 511 843	1 511 843		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	256 634	256 634		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	284 219	284 219		
Impôts sur les bénéfices	86 359	86 359		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	76 500	76 500		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	4 437 181	4 437 181		
Produits constatés d'avance	89 364	89 364		
TOTAL	6 742 100	6 742 100		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Le poste "Autres dettes" d'un montant de 4 437 181 € comprend principalement la charge à payer sur le solde de la convention annuel avec ARVALIS (4 361 915 €).

Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	287 153				287 153
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	1 623 829	69 003			1 692 831
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	69 003	-69 003	271 822		271 822
Situation nette	1 979 984		271 822		2 251 807
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 979 984		271 822		2 251 807

Variation des fonds dédiés - Contributions financières d'autres organismes

Contributions financières d'autres organismes	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Fonds dédiés	7 352 179	693 341	589 827			7 455 693	
TOTAL	7 352 179	693 341	589 827			7 455 693	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	30/06/2024	30/06/2023
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	175 903	154 059
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	419 168	383 487
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 437 181	3 170 266
Instruments de trésorerie		
TOTAL	5 032 252	3 707 812

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	30/06/2024	30/06/2023
Créances clients, usagers et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	4 813 426	3 331 943
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités	76 042	52 616
TOTAL	4 889 468	3 384 558

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		30/06/2024	30/06/2023
Produits :	- D'exploitation	89 364	12 999
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		89 364	12 999

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		30/06/2024	30/06/2023
Charges :	- D'exploitation	233 700	243 926
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		233 700	243 926